



CONVENTION DE PARTENARIAT 2023-2025 ENTRE LA VILLE DE MONTELMAR ET LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE DE LA DROME RELATIVE AU DISPOSITIF DE PREVENTION SPECIALISEE

PREAMBULE

La prévention spécialisée est une des modalités d'intervention des politiques publiques de prévention et de protection de l'enfance mise en œuvre par le Conseil Départemental (article L.121.2 et L.221-1-2 du code de l'action sociale et des familles).

La prévention spécialisée est un mode d'action éducative de proximité en direction des jeunes et de leur environnement, présents dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale afin de prévenir leur marginalisation en facilitant leur insertion et leur socialisation.

Au regard de ses fondements éducatifs, elle a pour visée de développer les capacités des jeunes et de leurs familles et de participer à la réduction des phénomènes d'inadaptation, de marginalisation et d'exclusion.

Le Conseil Départemental de la Drôme a souhaité recentrer le financement de la prévention spécialisée sur les quartiers prioritaires de la politique de la Ville, établissant un nouveau cadre d'intervention pour lequel une convention a été passée pour définir les nouvelles relations partenariales entre la Drôme et la Collectivité dans le respect des responsabilités propres aux parties.

La Ville peut exercer la compétence en s'attachant les services de professionnels qualifiés ou confier l'exercice des actions de « prévention spécialisée » à tout organisme compétent de son choix. Le recours à un opérateur extérieur et son conventionnement sont à l'initiative de la commune.

La ville de Montélimar a choisi de confier l'exercice des actions de « prévention spécialisée » à la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de la Drôme.

Entre

La commune de MONTELMAR, représentée par son Maire en exercice, Julien CORNILLET, dûment habilité(e) aux fins des présentes, par délibération du _____ et désignée ci-après la « Commune »,

D'une part,

Et

La Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence de la Drôme « Sauvegarde 26 », association loi 1901, déclarée en Préfecture de la Drôme le 12.12.1948, ayant son siège social au 78 rue de la République 26000 VALENCE représentée par son Président, Monsieur Alain GENTHON, ci-après dénommée « Le prestataire »,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir un cadre aux relations partenariales entre la collectivité territoriale et « La Sauvegarde 26 » dans le respect des responsabilités propres aux parties.
Le dispositif prévention spécialisée est placé sous la responsabilité opérationnelle du Maire dans le respect des principes établis par le Département en la matière et en coordination avec les acteurs territoriaux du Département.

Article 2 - Principes et objectifs de la Prévention Spécialisée

La prévention spécialisée fonde sa légitimité, sa singularité, et sa spécificité sur les principes et objectifs suivants :

Il s'agit d'une pratique éducative inscrite dans le champ du travail social, ayant sa singularité propre dans le cadre des missions de l'ASE et la rejoignant **en amont ou en complémentarité des dispositifs de la protection de l'enfance et de l'adolescence**,

C'est **une mission éducative** auprès et avec des jeunes et des groupes de jeunes dans leur milieu de vie **basée sur un travail de rue et composée d'actions individuelles et collectives** dans et sur l'environnement; elle s'adapte en permanence aux besoins des jeunes et du milieu,

Son action est basée sur le principe de **libre adhésion** et de l'**anonymat**, visant à établir une relation de confiance,

Elle est un **outil de prévention et d'intégration sociale en milieu ouvert sans mandat administratif ou judiciaire** individualisé, **qui vise à créer et à inventer des solutions pour prévenir la marginalisation et l'inadaptation sociale**; par son action la prévention spécialisée contribue à la lutte contre la violence, l'exclusion, la délinquance, la radicalisation, et la montée du sentiment d'insécurité,

Elle participe aux politiques sociales, à la politique de la Ville, à la politique de l'éducation, **cette mission est exercée dans la perspective de relais avec les professionnels des autres institutions concernées**.

Les objectifs attendus sont les suivants :

- Concourir à la socialisation, développer la citoyenneté et la vie sociale,
- Favoriser la réussite scolaire et l'insertion professionnelle des jeunes,
- Prévenir les conduites à risques,
- Accompagner à la santé des jeunes,
- Renforcer le partenariat entre les acteurs.

Un référentiel départemental de la prévention spécialisée a été formalisé conjointement permettant une appropriation par tous du dispositif, de sa pratique, et de ses attentes.

Article 3 - Public ciblé

L'intervention de prévention spécialisée devra cibler prioritairement les jeunes en marge des structures existantes et souvent déscolarisés. Ces jeunes ont bien souvent la rue comme lieu d'action et d'évolution, et leurs familles sont difficiles à mobiliser.

Article 4 - Zones d'interventions

L'activité de la prévention spécialisée se concentrera prioritairement sur les quartiers de la politique de la Ville. Les territoires d'interventions sont les quartiers de Nocaze, le centre ancien et les quartiers ouest.

Article 5 - Objectifs des actions

L'intervention de l'association de prévention spécialisée permettra de :

- Favoriser l'établissement d'un climat social serein dans les quartiers, participer à l'apaisement, le cas échéant, de tensions sociales entre adultes et jeunes du quartier, voire entre groupes de pairs,
- Maintenir (voir rétablir) des liens avec des jeunes en voie d'exclusion,
- Permettre à des jeunes de reprendre confiance en l'adulte et de renouer avec les dispositifs de droit commun, ce qui nécessite une intervention dans la durée auprès de ceux-ci et un travail en réseau avec l'ensemble des partenaires participant à l'insertion des jeunes dans la société,
- A terme, aider des jeunes en difficulté à devenir des adultes autonomes, insérés socialement et professionnellement dans la société.

La prévention spécialisée est une forme d'action éducative mise en œuvre auprès des jeunes « marginalisés ou en voie de marginalisation » dans leur milieu de vie. Cette spécificité implique que cette intervention soit envisagée conjointement auprès de ces jeunes, de leur milieu familial et de leur environnement social en général.

A ce titre, les équipes éducatives doivent mettre quotidiennement en œuvre sur les sites d'intervention des actions pour :

- Faire émerger, développer et valoriser les potentialités des jeunes et des autres habitants,
- Renforcer la place des familles et des habitants en soutenant leur participation et les interactions avec l'environnement,
- Favoriser la mise en lien avec et entre les habitants des territoires d'intervention,

L'association de prévention spécialisée devra assurer une présence continue, régulière et durable de professionnels qualifiés en travail social dans les quartiers, les rues et les lieux publics des quartiers visés par la présente convention.

Article 6 - Modalités d'interventions

Le travail de rue : par un travail d'immersion et de présence au sein même des lieux où évoluent les jeunes, les éducateurs prennent contact et développent une relation éducative avec ces mêmes jeunes.

Les actions collectives : le groupe étant support à la socialisation et à la recherche de solidarités, la prévention spécialisée de par sa connaissance des phénomènes de groupes, des enjeux de quartier, peut transformer en énergies positives des forces qui « agitent » et aider à la résolution de conflits ou à des médiations.

Les actions communautaires : elles doivent être développées dans le cadre d'un partenariat et d'une démarche de développement social. A cette fin, il est nécessaire de s'appuyer sur les ressources locales et sur la participation des habitants et des jeunes, afin de favoriser et participer à la dynamique collective du quartier.

L'accompagnement éducatif individuel : une fois la prise de contact réalisée avec les différentes parties (jeune - éducateur), il s'agit de mener à bien un travail d'accompagnement et de soutien aux jeunes vivant des difficultés d'insertion sociale et/ou professionnelle.

Article 7 - Partenaires

Afin d'optimiser les interventions des différents acteurs concernés par le public ciblé et renforcer l'action éducative partagée auprès des jeunes, un partenariat devra être mis en place :

- > avec les collèges et lycées de secteur des quartiers prioritaires,
- > avec les structures et les associations d'éducation populaire ainsi que les acteurs de la politique de la ville (centres sociaux, médiation, PRE....)

Une collaboration ou contribution en qualité d'expert sera prévue :

- > avec les services sociaux du département (CMS),
- > avec les structures de prévention de la délinquance (cellule de veille, le cas échéant et tout autre dispositif de prévention (conduites à risque).

Parallèlement, seront organisées des réunions mensuelles avec la direction Politique de la Ville permettant un suivi des actions conduites et l'adaptation des actions en fonction des besoins spécifiques recensés sur les différentes zones d'intervention.

Article 8 - Evaluation des actions et instances de pilotage

Un bilan annuel du dispositif sera réalisé sur la base d'un rapport d'activité présentant notamment les évolutions des données du diagnostic local et des indicateurs issus du référentiel conjoint de la Prévention spécialisée en Drôme. Il contiendra notamment les informations relatives au fonctionnement du service (répartition du temps de travail (en%), nombre de jeunes en relation avec l'équipe, nombre de jeunes rencontrés, nombre de jeunes en suivis individuels avec lesquels une action a été réalisée et son intensité, nombre de jeunes en scolarité, en formation, en insertion, en emploi... problématiques et dysfonctionnements observés, demandes exprimées, nombre de familles connues, nombre de familles avec lesquelles un travail est engagé, nombres d'actions collectives engagées, typologie, nombre de participants, résultats, évolution de la situation des jeunes accompagnés.

Instances de pilotage :

En complémentarité du pilotage exercé par le Conseil départemental, garant du dispositif et du bon fonctionnement du partenariat, le suivi et l'évaluation des actions est assuré par un comité de suivi local présidé par le Conseiller départemental concerné.

Article 9 - Formation et qualification des professionnels

Les équipes de professionnels devront être composées de personnel diplômé relevant du cadre d'emploi des éducateurs spécialisés des métiers du social, ou équivalence de formation.

Les personnels poursuivront également un processus de formation complémentaire lié à la mission spécifique de prévention spécialisée.

Un encadrement technique permettant une régulation et une supervision des actions sera prévu par la Sauvegarde 26.

Article 10 - Responsabilités

La « Sauvegarde 26 » assure l'ensemble des tâches inhérentes à la fonction d'employeur. Il est le seul

responsable juridique de l'équipe dont il assure l'encadrement, l'animation financière ainsi que toutes les opérations s'y rattachant.

Article 11- Engagement des parties

La commune a contracté avec le Conseil Départemental pour un financement de 245 000€ pour 6 postes d'éducateurs spécialisés.

La commune apportera une contribution à hauteur de 35 000€.

La commune s'engage donc à financer « La sauvegarde 26 » à hauteur de 280 000€ pour l'année 2023.

La « Sauvegarde 26 » s'engage à affecter 6 postes sur le territoire de Montélimar. Elle devra produire au plus tard le 30 novembre de l'année N, un état détaillé des effectifs (CV des éducateurs, diplômes, date d'arrivée et de départ).

La ville se réserve la possibilité de solliciter la restitution de toute somme versée qui n'aurait pas été utilisée conformément aux engagements de la présente convention, notamment si la présence éducative réelle sur l'année est inférieure au prévisionnel, alors la participation financière sera proratisée à la présence réelle des éducateurs.

La commune de Montélimar s'engage à mettre à disposition de la « Sauvegarde 26 » deux locaux situés à la maison des services publics et à l'espace municipal d'animation , quartier Ouest.

Article 12 - Modalités de règlement

La commune de Montélimar versera à la « Sauvegarde 26 » le montant de sa participation sur présentation de factures mensuelles et s'engage à les régler dans un délai de 45 jours à compter de sa réception.

Article 13 - Document financier

La « Sauvegarde 26 » s'engage à fournir à la Ville :

- Avant le 30 octobre de chaque année le budget prévisionnel de l'année suivante
- Avant le 30 avril, le compte administratif de l'année précédente.

Elle s'engage également à faciliter, à tout moment, le contrôle par la collectivité de la réalisation de l'action, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production est jugée utile.

Elle rendra compte annuellement de l'activité de ses services et de leur gestion à la Ville, avec copie au Département.

Article 14 - Durée

Cette convention entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2023 et se terminera le 31 décembre 2025.

Article 15 - Résiliation de plein droit

Le non-respect d'une des clauses de la présente convention entraînera sa résiliation de plein droit, si après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, la partie fautive ne se conformait pas aux obligations dans les trente jours qui suivent sa réception.

La résiliation s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 16 - Règlements des litiges



Quelle que soit l'importance des litiges relatifs à l'exécution de l'acte, les parties doivent rapprocheront préalablement à toute action susceptible d'être engagée auprès du Tribunal compétent.

En quatre exemplaires originaux.

Fait à

le

Fait à

le

Le Maire
de la commune de Montélimar,

Le Président
de la Sauvegarde de l'Enfance
et de l'Adolescence de la Drôme,